

DG/97/35
Original espagnol

ORGANISATION DES NATIONS UNES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Discours
de
M. Federico Mayor

Directeur général
de
l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)

à l'occasion de la remise,
par la Fondation Salvador de Madariaga,
du prix Joaquín Garrigues Walker:

La société du XXI^e siècle face à la mondialisation

Madrid, 22 septembre 1997

Don Pedro, vous qui êtes l'inspirateur de ceux qui font naître l'espérance, Votre Excellence Monsieur le Ministre, mon homonyme, Monsieur le Ministre de la santé et cher ami, Cher et admiré Adolfo Suárez, Monsieur le Vice-Président Leopoldo Calvo Sotelo, Monsieur le Maire, Monsieur le Président de la Fondation Salvador de Madariaga, Monsieur le Président de la Fondation Círculo de Lectores, Chères Isabel et Rosa Madariaga, Chère Cristina, Cher Antonio, Cher Don Joaquín Garrigues, absent mais si présent, Ignacio Camaño, mon ami et compagnon, avec une gratitude particulière, Don Julián Marias, Don Pedro Durán, Don Guillermo Luca de Tena, Don Antonio Fontá, .. . je ne poursuis pas parce qu'il me faudrait vous citer tous. Que personne ne se sente oublié puisque je n'ai pas mentionné, comme il l'aurait fallu, mon épouse, non plus que mes enfants ou mes proches.

Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Ce prix m'honore et m'emplit de joie pour maintes raisons. Je n'en relèverai que deux. La première est d'ordre personnel: Joaquín Garrigues Walker et Salvador de Madariaga sont les modèles mêmes - nous l'avons vu ici, nous l'avons dit et si bien dit ! - de la probité intellectuelle et de l'engagement civique. Dans des situations particulièrement difficiles, ils ont su donner l'exemple de vertus qui malheureusement sont rares: tolérance, intelligence, courage et persévérance dans la défense de leurs convictions. Rien ne pouvait donc m'honorer davantage que de recevoir une récompense liée à leur mémoire.

La deuxième raison a trait à la fonction que j'assume depuis près de dix ans. Comme vous le savez, l'UNESCO est la concrétisation de certains des idéaux les plus purs que ces deux hommes ont défendus. Son Acte constitutif nous le rappelle puisqu'il y est stipulé que "la dignité de l'homme" exige "la diffusion de la culture et l'éducation de tous en vue de la justice, de la liberté et de la paix...", que l'Organisation est créée "afin d'atteindre graduellement, par la coopération des nations du monde dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, les buts de paix internationale et de prospérité commune de l'humanité en vue desquels l'Organisation des Nations Unies a été constituée. . .". Les domaines de compétence de l'UNESCO - l'éducation, la science, la culture et la communication - constituent donc les moyens ou instruments à l'aide desquels il est possible d'atteindre les objectifs que le monde

DG/97/35 - page 2

civilisé s'est fixé à l'issue de la plus terrible guerre qu'ait connue l'humanité. Ces buts, comme l'énonce le premier paragraphe de la Charte des Nations Unies, sont la paix, la justice et la liberté.

Cet appel à l'action internationale pour la défense de certaines valeurs essentielles et inaliénables peut sans doute résonner comme une hérésie volontariste aux oreilles de quelque radical du néo-libéralisme. Mais un autre grand libéral espagnol, qu'on ne peut soupçonner de velléités étatistes, José Ortega y Gasset, nous a déjà dit la méfiance que devait susciter toute école ou tout courant de pensée arborant le préfixe néo parce que, par essence, ce n'est ni plus ni moins qu'une scolastique et une tentative vaine pour transplanter des idées dans le temps et dans l'espace. "Cela revient", dit Ortega à propos du néo-kantisme, "à se rendre à l'école des anciens maîtres pour essayer d'apprendre". Et il ajoute: "Ceux qui ignorent de quels ingrédients les idées sont faites croient que leur transfert d'une nation à une autre et d'une époque à une autre est chose facile".

Les missions que les fondateurs du système des Nations Unies ont assignées à l'UNESCO voici cinquante ans sont le fruit de deux siècles de réflexion et s'inscrivent dans une lignée qui va de Locke à Raymond Aron en passant par Montesquieu et par Stuart Mill Cette cosmovision intègre implicitement non seulement le principe de Mill "ne pas nuire à autrui" (*harm principle*) - qui nous rappelle que toute société démocratique a le droit et le devoir de réglementer les manifestations de la liberté individuelle qui portent atteinte à l'intérêt commun -, mais aussi, plus large et plus belle encore, cette idée essentielle exprimée par Benito Juárez: "le respect du droit de l'autre, c'est la paix". C'est la proclamation d'une vision éthique, politique, culturelle, qui ne renonce pas à l'ambition prométhéenne de transformer le monde, à condition qu'elle soit l'expression de la volonté personnelle, de la libre détermination des citoyens, de chaque citoyen, à condition qu'elle soit le reflet de ce que j'aime à appeler la "souveraineté personnelle".

Mesdames et Messieurs,

Il suffit de se pencher un tant soit peu sur le sujet, comme je l'ai fait dans ces paragraphes, pour en entrevoir la richesse et l'étendue. Parce que le débat contemporain sur la "société ouverte" - pour reprendre l'expression de Popper - touche pratiquement tous les problèmes fondamentaux qui intéressent la civilisation. Je me contenterai donc d'examiner certains aspects de la mondialisation des marchés et des tendances que je considère particulièrement importants tant pour l'avenir des sociétés démocratiques que pour les missions de l'UNESCO.

La première réflexion, et la plus évidente, qu'inspirent les changements survenus ces dernières années, c'est que la forme et les compétences de l'Etat-nation se révèlent insuffisantes pour faire face à nombre des défis que pose la mondialisation. Du "rétrécissement virtuel" de la planète au cours du siècle, il résulte que nous vivons aujourd'hui dans un monde de plus en plus compact, où les courants financiers, technologiques et de l'information n'ont pas de frontières. "Le monde est condamné à être un ou à ne pas être disait déjà Albert Einstein. S'il en est ainsi, toutes les questions qui ne relèvent pas des frontières territoriales d'un peuple, d'une nation, d'une fédération ou d'un continent doivent être traitées par-delà les limites qui séparent les pays à l'échelle transnationale.

Un grand nombre de conflits transfrontaliers et de problèmes culturels résultent de frontières tracées par les groupes dominants, sans tenir compte de la culture des dominés. De même, la menace que représentent la résurgence d'un nationalisme xénophobe et agressif, la violence fanatique, la dégradation accélérée de l'environnement, l'augmentation du trafic des stupéfiants et de la toxicomanie, l'insécurité urbaine, l'extrême misère à la périphérie des villes, les migrations massives causées par la faim, la guerre ou les catastrophes naturelles... constituent les préoccupations essentielles de la société et posent des défis qui, en grande partie, doivent être résolus à l'échelle transnationale ou à la lumière de l'expérience accumulée dans le monde entier.

Leonard de Vinci - certains d'entre vous me l'ont entendu dire en diverses occasions - a écrit avec une grande lucidité que lorsqu'un navire est en danger de sombrer, la seule chose qui compte est qu'il demeure à flot: il n'y a plus à bord ni riches ni pauvres, ni femmes ni hommes, ni jeunes ni vieux, ni Blancs ni Noirs. Il n'y a que des passagers confrontés à un destin commun. Nous, qui avons aujourd'hui le privilège de vivre cette époque vertigineuse, sommes les passagers d'un navire, cette planète encore bleue, où nous partageons les mêmes risques et les mêmes espoirs. Nous devons savoir à chaque instant où se dirige ce vaisseau spatial dans lequel nous voyageons tous ensemble; quels sont les objectifs suprêmes de justice, de solidarité et de liberté qui doivent orienter notre route. Les technocrates et les bureaucrates ne s'occuperont que des détails de fonctionnement. Les ploutocrates et les autocrates s'efforceront de s'approprier le timon, aiguillonnés par le profit et par l'appétit du pouvoir. Ce sont les démocrates qui scruteront l'horizon, veilleront à ce que l'embarcation reste sur la bonne voie, en demeurant en permanence à l'écoute du peuple.

Aujourd'hui plus que jamais le monde est un. L'interdépendance des courants et des politiques est si étroite que notre vie quotidienne peut subir le contrecoup aussi bien de la crise de l'industrie minière en Asie centrale que des inondations en Amérique du Sud ou de la guerre en Afrique subsaharienne. Qu'il s'agisse de la propagation d'un virus comme le sida ou d'une pandémie provoquée par des prions, de la pollution de l'eau ou du danger de prolifération nucléaire, de l'immigration incontrôlée ou du trafic de drogue, le destin de chaque homme ou de chaque femme - quelles que soient sa race, sa culture ou sa religion - est inextricablement lié à celui de tous les habitants du globe.

Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs,

De par leur caractère transnational, quatre problèmes de "trafic" me semblent particulièrement importants dans ce monde unifié: le premier est le trafic des idées. La circulation du mot et de l'image doit être totalement libre, mais les démocraties et les citoyens doivent disposer de mécanismes garantissant que cette circulation internationale sans restriction ne nuise pas au contexte culturel de chaque peuple. Le deuxième est le trafic des capitaux, auquel j'ai précédemment fait allusion. L'argent doit aller du Nord vers le Sud sous forme d'aide au développement, et non dans le sens inverse; si, pour honorer les intérêts de sa dette, le Sud doit payer au Nord un montant équivalant à la valeur des deux tiers de ses exportations, il hypothéquera irrémédiablement ses chances de progrès économique. La "migration" des capitaux spéculatifs peut déstabiliser l'économie de n'importe quel pays, si prospère soit-il, comme cela s'est récemment produit dans le Sud-Est asiatique. Le Directeur du Fonds monétaire international lui-même plaidait jeudi dernier en faveur d'une réglementation des

mouvements de capitaux pour prévenir les crises économiques. Les paradis fiscaux sont un outrage à l'honorabilité et un facteur de déstabilisation considérable; le mouvement électronique de milliards de dollars; les montages financiers et de sociétés, la concurrence commerciale qui s'exerce en vertu d'accords de production et de conditions de travail inhumaines dans d'autres pays..., tout cela fait partie d'une grande fiction qui profite à quelques-uns et nuit à beaucoup. Il en résulte que les pays sous-développés se transforment en "sous-pays développés". C'est une autre forme de dépendance.

Le troisième grand trafic est celui de la drogue. C'est un trafic meurtrier, pervers. Le problème ne sera pas résolu par des mesures, si pertinentes soient-elles, à l'échelle d'une seule nation, d'un seul élément de cette grande mosaïque qu'est le village planétaire. Un début de solution se fera jour lorsque - de pair avec un contrôle très strict de l'offre et de la demande tous les gouvernements auront le courage et la lucidité de mettre un terme au blanchiment de l'argent. Je dis cela avec une profonde émotion en qualité de biochimiste spécialiste du cerveau: la drogue tue et nous livrons une guerre dans laquelle nous ne pouvons pas baisser les bras un seul instant, dans laquelle nous devons chaque jour faire tout notre possible pour venir en aide à ceux qui sont tombés dans le piège et, surtout, pour éviter que d'autres puissent un jour avoir le sentiment que, plus compétents, plus clairvoyants, nous leur aurions évité le drame qu'ils sont en train de vivre.

Enfin, le trafic d'armes. En 1996, la valeur des armes vendues dans le monde a dépassé les 900 milliards de dollars. Il est regrettable que certains en achètent, mais pire encore que d'autres en fassent le commerce. On reproche toujours aux pays pauvres d'acheter des armes, mais en matière de drogue, c'est exactement le contraire: on leur reproche d'en vendre. Ce sont donc toujours les pays faibles qui font les frais de ces "exorcismes".

Ces trafics internationaux - en particulier celui des armes - sont étroitement liés au problème de la répartition inégale des richesses et au financement du développement. Comment réunir des ressources suffisantes pour fournir aux malades du sida des pays pauvres les traitements extrêmement coûteux dont on a constaté récemment qu'ils ralentissaient effectivement l'évolution de la maladie ? D'où sortiront les fonds nécessaires pour financer les investissements qui éviteront une crise de l'approvisionnement en eau potable à l'échelle mondiale ? Ce matin même, comme le disait M. le Maire Alvarez Manzano, le problème a été évoqué lors d'une grande réunion tenue ici à Madrid. Qui peut financer la construction d'écoles et d'hôpitaux, absolument indispensables dans tant de régions défavorisées ? Aujourd'hui, il n'est manifestement pas possible de consacrer des sommes astronomiques à l'armement - un armement souvent destiné à nous protéger de menaces qui n'existent plus tout en disposant des ressources nécessaires pour soulager la misère du quart de la population mondiale qui manque des biens et des services les plus élémentaires. Les démocraties ne peuvent être ni vulnérables ni fragiles. Les forces de sécurité doivent pouvoir garantir la stricte application de la justice, la liberté totale d'opinion. Une vie quotidienne sans soubresauts. Il faut investir dans cette sécurité des citoyens; il faut investir dans des écoles pour tous, tout au long de la vie; il faut investir dans la protection de l'environnement. En d'autres termes: nous ne pouvons pas payer simultanément le prix de la guerre et le prix de la paix. Il faut choisir, et l'édification de la paix est la condition *sine qua non* de la liberté et d'un développement économique, social et culturel plus équitable et plus respectueux de l'environnement. L'avarice coûte beaucoup plus cher que la générosité. Parfois, il est vrai, on sème sans récolter, mais on ne récolte jamais sans avoir semé.

Bien des mesures permettraient de diminuer le volume des dépenses militaires sans pour autant réduire la sécurité des pays qui les appliqueraient. Il suffit de penser aux dispositifs régionaux de défense, aux projets conjoints d'équipement ou aux traités sur l'élimination de certaines catégories d'armes, comme le récent accord sur l'interdiction des mines antipersonnel que, malheureusement, tous les pays n'ont pas signé. Mais l'élaboration et l'application effective de ces mesures stratégiques exige, entre autres conditions, une politique publique de longue haleine. Cette politique supposerait une "gestion des biens intangibles" par-delà les changements de gouvernement et les soubresauts électoraux. Seule une vision capable d'articuler le local et l'universel, le proche et le lointain, le court terme et le sens de l'histoire peut fournir une base solide à la formulation et à la mise en oeuvre d'initiative de ce type. Est-ce bien utile de vous dire que ce sont les parlements, dans tous les pays démocratiques, qui peuvent assurer cette continuité des grandes orientations de l'Etat ?

La perception exacte de la réalité - par opposition aux apparences et aux lieux communs - est aussi une condition nécessaire au succès de cette entreprise. Quand on parle de l'échec de l'Afrique dans la "course au développement" ou quand on vante à l'inverse la réussite des nouveaux pays industrialisés du Sud-Est asiatique dans le même domaine, il convient de discerner les causes profondes de ces phénomènes et de ne pas se contenter d'interprétations superficielles. Dans de tels cas, on a souvent tendance à oublier, par exemple, que les structures d'exploitation et de pillage des richesses nationales n'ont pas disparu en Afrique. A qui appartient véritablement l'Afrique aujourd'hui ? Et il faut aussi rappeler que les "tigres" asiatiques fondent leur compétitivité sur des conditions sociales et de travail qu'aucun pays européen ne tolérerait pour ses ouvriers.

Voilà pourquoi j'aime à souligner qu'il est urgent d'appliquer des critères scientifiques à la politique - je me réfère à la rigueur des éléments dont il faut tenir compte pour adopter des décisions -, tant en matière d'analyse et d'interprétation que dans le processus même de prise des décisions. Les scientifiques ont le devoir d'élever la voix et d'interpeller le pouvoir dans tous leurs domaines de compétence. Et, à leur tour, les gouvernants ont le devoir d'écouter ces avis et d'en tenir compte. "A l'écoute des gouvernés", telle devrait être la devise de la démocratie.

Tout au long de ma carrière, j'ai rencontré bien des analphabètes éclairés - des personnes qui n'avaient jamais eu l'occasion d'aller à l'école et ne savaient ni lire ni écrire, mais qui avaient assimilé la sagesse d'une tradition orale millénaire et étaient parfaitement intégrées dans leur milieu physique et culturel - et bien des "décideurs ignorants" - des universitaires bardés de diplômes, mais qui n'étaient pas au fait des connaissances spécialisées indispensables pour prendre les décisions qu'on attendait d'eux en matière sociale, environnementale, énergétique, etc.

Vous le voyez, outre le grand binôme "mondial/local", il en est d'autres très similaires comme "peuple/individu", "perception/réalité", "continuité/temporalité", "essence/détail". Les éléments de ces binômes ne sont pas tous antinomiques. Certains sont complémentaires. Mais tous constituent les ingrédients d'une démocratie solide et vivante.

Bref, la mondialisation est un phénomène qui nous préoccupe précisément parce qu'il n'est pas mondial, parce qu'il intéresse uniquement une couche de la société et non celle-ci dans son intégralité, parce qu'il concerne uniquement l'économie, parce qu'il comporte le risque de l'uniformisation, parce que les asymétries qu'il engendre s'expriment en termes de violence et de transgression.

DG/97/35 - page 6

Mesdames et Messieurs,

Au terme de ce siècle, où ont abondé les avancées de toutes sortes mais aussi les hécatombes provoquées par la haine, l'avarice et l'appétit démesuré de pouvoir, nous nous heurtons à une série de problèmes qui menacent non seulement l'avenir de la civilisation, mais aussi la continuité de la vie au sens large. La liste est très longue: il suffit de mentionner - outre les trafics précédemment évoqués -, les défis que posent, entre autres, les conflits dits de "faible intensité"; les problèmes éthiques découlant de l'application à l'être humain de nouvelles technologies, comme le clonage ou la procréation médicalement assistée; la possibilité de modifier le patrimoine génétique de l'espèce; la nécessité de protéger la diversité biologique ou de préserver les langues et les cultures des minorités.

Il est insensé d'espérer que les forces du marché puissent offrir des réponses à toutes ces interrogations. Il serait suicidaire de s'en remettre pour résoudre des questions aussi fondamentales aux techniques du commerce; le problème de la création et de la répartition inégale de la richesse dans le monde n'est même pas une affaire strictement économique. Le marché est un élément - qui n'est pas toujours le plus important - de nombre de ces problèmes. Une composante fréquemment adultérée, parce qu'on parle de marché libre alors que nous savons tous qu'il est captif, qu'il s'y pratique des tarifs douaniers protecteurs et des aides patentes ou occultes, comme dans le cas du marché agricole communautaire, qui ont jeté le discrédit sur ceux qui, la vue courte, prétendaient faire du marché rien moins que notre étoile du berger. Ce serait une "erreur ressortissant à la synecdoque" - c'est-à-dire prendre partie pour le tout, bref, prendre le problème à l'envers. Economie de marché, oui, *juxta modum*; société de marché, non; démocratie de marché, jamais.

Non, le marché n'est pas le *deus ex machina* de l'histoire de l'humanité; c'est une technique créée par l'homme pour produire plus efficacement les biens et les services nécessaires, mais qui ne peut pas répondre à l'immense gamme des problèmes moraux, sociaux, politiques et culturels auxquels la société se heurte et continuera de se heurter à l'avenir. Les réponses à ces questions ne peuvent découler que de principes éthiques, comme l'indiquent clairement - avec la clarté que seul donne l'état de tension extrême dans lequel se trouvaient ceux qui ont rédigé ces documents à la fin d'une guerre terrible, d'une guerre génocide et dévastatrice -, l'Acte constitutif de l'UNESCO et la Charte des Nations Unies; on ne peut répondre à ces questions - mus par le même esprit - que par la solidarité morale et intellectuelle de l'humanité, comme le proclame l'Acte constitutif de l'UNESCO. Hier, à Tarragone, je rappelais un poème de Jesús Massip que certains d'entre vous m'ont déjà entendu citer: "Les heures reviennent/et nous trouvent installés et dociles". C'est pour cela que nous devons - dans cet effort de solidarité morale - conserver le souvenir de ceux qui ont donné leur vie pour la paix dont nous jouissons aujourd'hui, de ceux qui ont été emprisonnés pour la liberté dont nous jouissons aujourd'hui, de ceux qui ont lutté pour atteindre le degré de développement dont nous jouissons aujourd'hui. Et nous devons aussi chaque jour garder en mémoire l'échec retentissant de la violence, et dire: plus jamais de coercition, plus jamais de force; nous voulons le dialogue, nous voulons - et nous y mettrons de l'obstination s'il le faut - essayer d'arriver à une résolution pacifique des problèmes. Et nous ne dirons jamais plus "je suis plus fort que toi, donc je t'impose mon point de vue", ou "je suis plus fort que toi, je te détruis, c'est moi qui gagne". La violence a échoué. S'il y a bien quelque chose en cette fin de siècle qui m'apparaît clairement - lorsque pendant mes voyages dans le monde entier j'observe non seulement ce qui se passe mais aussi ce qui se dessine - c'est que nous devons passer de cette culture de la force à la culture du dialogue, de la compréhension et de la conciliation.

Mesdames et Messieurs,

Parmi les problèmes auxquels j'ai fait allusion, il en est un qui me semble particulièrement important: les défis que pose la gouvernance. Les événements survenus ces dernières années, après la chute du mur de Berlin et le démantèlement du bloc soviétique, ont mis en évidence la fragilité des systèmes de gouvernement qui ne sont pas fondés sur le consentement des gouvernés. Dans certains cas - comme en Bosnie ou au Rwanda - cette vulnérabilité a conduit à l'affrontement, voire au génocide.

Seules la suprématie de la loi juste et son application rapide et efficace permettent d'établir les règles du jeu démocratique qui garantissent à tous les citoyens le plein exercice de leurs droits. Et, vous le savez fort bien, seul l'exercice de la liberté d'expression garantit que les lois seront justes.

Mais aussi parfait soit-il, le cadre juridique ne peut assurer la gouvernance - et, partant, la paix civile - dans une situation de misère et de stagnation économique prolongée. La pauvreté extrême, le manque d'horizons sont le bouillon de culture du désespoir et des extrémismes. Dans le monde contemporain, la paix, la démocratie et le progrès économique forment une espèce de "triangle interactif", dont les sommets se renforcent mutuellement. Lorsque l'un de ces éléments fait défaut, il y a fort à parier que ce "cercle vertueux" qui permet un développement à visage humain se défera.

L'Histoire nous a offert une chance exceptionnelle - une trêve féconde - ces dernières années. Si nous ne sommes pas capables de la saisir pour promouvoir cette dynamique de progrès dans les pays les plus pauvres, l'ère des révoltes et des révolutions reviendra. Tenons nos promesses; respectons les instruments relatifs à l'environnement, au développement social, à la population, à la femme, que nous avons signés solennellement il y a quelques années à peine. Assurer la stabilité, c'est mieux répartir, penser à nos enfants et petits-enfants, assurer leur sourire de demain par notre générosité et notre ouverture d'esprit d'aujourd'hui. C'est pourquoi je m'efforce toujours de convaincre ceux envers qui cette société se montre si généreuse qu'ils doivent contribuer à la préserver, sinon par idéal, du moins par intérêt.

Les disparités que j'ai énumérées constituent une véritable menace pour la paix et la concorde et élargissent sans cesse la brèche entre la minorité qui jouit des avantages du progrès et l'immense majorité des habitants de la planète, pour lesquels le bien-être est un lointain mirage. D'un côté de ce gouffre, une notion du progrès exclusivement quantitative; une abondance de biens matériels qui se transforme en spirale de surconsommation et de gaspillage. De l'autre, la précarité dans laquelle se débattent - aux limites parfois de la survie des centaines de millions de personnes. Tant de jeunes dans les pays riches ont presque tout et ne profitent de presque rien et inversement. Car on ne jouit vraiment que de ce dont on a rêvé. La possession ne donne jamais plus de plaisir que quand on l'a obtenue en luttant, en se levant aux aurores, que quand on l'a ardemment souhaitée.

DG/97/35 - page 8

Mesdames et Messieurs,

Avec une myopie favorisée par les échéances électorales, le monde développé consacre une énergie démesurée à vendre, par tous les moyens, tout ce qui peut l'être. Même si nous empoisonnons la Terre avec des produits artificiels et superflus, même si nous polluons l'air et la mer, même si nous n'en finissons pas de nous armer par crainte de menaces qui n'existent plus, même si, au lieu de clients et d'amis, nous n'avons dans les pays limitrophes que des voisins amers et déçus.

Pour que les pays les plus favorisés non seulement brillent mais aussi rayonnent de nouveau, il leur faut retrouver leur âme, injecter dans le corps social des doses massives de solidarité, de transparence et de vision à long terme, redonner à leurs citoyens la capacité de tracer leur propre avenir, de se rebeller contre la routine de la machine, la dictature des sondages d'opinion, le chant des sirènes du superflu et de l'éphémère, leur insuffler des doses massives de tolérance, d'ouverture à l'autre, à toutes les cultures, à toutes les couleurs de peau.

Dans tous les domaines d'action des Nations Unies, et en particulier dans ceux qui relèvent de la compétence de l'UNESCO le verbe "partager" revêt une signification de plus en plus importante. Partager l'expérience et l'espoir; partager les connaissances et l'éducation pour parvenir à la participation pleine et véritable de tous dans une atmosphère de liberté, de respect des droits de l'homme et de solidarité; partager la richesse pour promouvoir un développement endogène et durable. C'est seulement ainsi que ceux qui ont le plus apprécieront ce qu'ils possèdent à sa juste mesure - parce que, comme l'a dit Machado: "C'est le propre des sots de confondre valeur et prix" - et réduiront les asymétries qui aujourd'hui obscurcissent profondément notre avenir immédiat et l'horizon de nos enfants.

Mesdames et Messieurs,

Je reviens d'Islamabad. J'y étais parce que tous les deux ans nous examinons les progrès accomplis en matière d'éducation pour tous, tout au long de la vie, par les neuf pays en développement à forte population où vivent 72 % des analphabètes âgés de 15 à 60 ans et plus de la moitié des habitants de la planète. La réunion à laquelle j'ai participé avait pour thème: "Mobilisation politique et sociale en faveur de l'éducation". Mobilisation pour atteindre tous les coins du monde, aussi reculés soient-ils, tous les établissements humains les plus touchés. Mobilisation de toute la société - civile, militaire, religieuse. Mobilisation des jeunes et des personnes âgées qu'il est très important de mobiliser. Mobilisation par l'intermédiaire des parlementaires et des médias. Dans une société de l'information, nous ne pouvons, sans l'aide des médias, mobiliser, créer cette dynamique qui fait réellement bouger les choses. Mobilisation et anticipation. Anticipation, tour de guet. Prévention, même si elle est invisible.

Je vous disais que l'éthique, c'est le souvenir, c'est la mémoire. L'éthique c'est pardonner, parce qu'il est impossible d'oublier. L'éthique, c'est comparer, d'autant plus que nous avons conscience des problèmes que pose la mondialisation partielle et asymétrique; la richesse de notre diversité, ce creuset, cet horizon enchanté de métissage suprême, nous enseigne que c'est uniquement dans les valeurs que nous pouvons trouver la force qui unifie nos innombrables facteurs de diversité. La liberté d'expression est cruciale pour la sauvegarde et la solidité de la démocratie. Il nous arrive de penser - et souvenez-vous de Jefferson qui disait "s'il fallait choisir entre un gouvernement sans journaux ou des journaux sans gouvernement, je préférerais la seconde solution" - qu'il devrait y avoir des limites à la liberté; qu'il faudrait

explorer cette pathologie de la démocratie pour tenter de la surmonter. Non, la solution des problèmes que pose la liberté, c'est une liberté plus grande. La solution des problèmes que pose la démocratie, c'est une démocratie plus forte. Que personne ne s'y trompe. L'intégration ne se fera jamais en suivant le fil conducteur de l'intérêt économique. Les liens, les liens réels, sont culturels, politiques et spirituels. Lorsque la mondialisation se référera non seulement aux aspects économiques mais aussi aux aspects sociaux et culturels, lorsque les sociétés démocratiques capables de participer et d'agir librement seront le miroir et la voix de tous les citoyens, alors oui, dans la différence mais dans l'unité s'inaugurera une ère nouvelle - puisse-t-elle coïncider avec la fin du siècle et du millénaire ! Le spectre de la violence s'éloignera à jamais et les peuples de la Terre, pour reprendre les termes du préambule la Charte des Nations Unies, préserveront les générations futures du fléau de la guerre.

C'est pour ces idéaux que Salvador de Madariaga et Joaquín Garrigues Walker ont vécu et lutté. C'est avec ces idéaux qu'ils sont morts. Ils sont devenus invisibles, mais ils nous ont laissé leur exemple, l'ampleur et la force de leur élan. C'est là, Mesdames et Messieurs, le motif principal de ma reconnaissance, de mon émotion. Je tiens à remercier tous les membres du jury qui ont décidé de me décerner un prix qui est en réalité un encouragement à poursuivre la lutte, à apprendre et réapprendre une leçon: la leçon de leurs vies.